Bulletin de l'Initiative Communiste-Ouvrière - N° 39 - Jan 2014

Communisme-ouvrier



www.communisme-ouvrier.info - contact@communisme-ouvrier.info - (33) 06 17 56 01 74

Ce n'est pas la crise pour tout le monde

« Selon le classement établi par Bloomberg, leur fortune s'est envolée l'an dernier de 524 milliards de dollars (381 milliards d'euros), pour s'établir à 3.700 milliards », expliquait récemment le quotidien patronal « *Les Échos* ». Cette estimation se fonde sur la fortune des 300 personnes les plus riches de la planète. Même si on a peine à se représenter ce que des chiffres pareils peuvent signifier, puisque le plus riche, Bill Gates, posséderait à lui seul plus de 55 milliards d'euros, soit environ 50 millions de fois le SMIC net mensuel, ce chiffre est à retenir. Chaque fois qu'on vous dira : « c'est la crise », vous vous souviendrez que ce n'est pas la crise pour tout le monde.

Les fortunes de ces gens ne sont pas pure spéculation, bulle irréelle sans impact sur la réalité quotidienne. Ce sont des patrons de grandes entreprises, telles que Microsoft, Zara, Ikea, Amazon, ce sont des propriétaires de mines, de puits de pétrole, d'usines sidérurgiques, leur argent vient d'abord de l'exploitation des salariés. Quand on parle de crise, il faut bien comprendre : c'est la crise pour les salariés, pour les chômeurs et chômeuses, pour celles et ceux qui perdent leur emploi, qui voient monter les loyers, le prix du caddie de course, de l'électricité, du gaz, et qui chaque mois sont un peu plus vite dans le rouge.

Il ne s'agit pas de deux choses différentes. La galère, le chômage, le stress au travail, l'exploitation, la hausse des prix d'un côté, et les fortunes indécentes des grands patrons, sont deux faces du même système capitaliste. Il y a des riches parce qu'il y a des pauvres. Les licenciements, qu'on nous présente régulièrement comme des symptômes de la « crise », sont avant tout le fonctionnement normal du capitalisme : investir les capitaux là où ils sont le plus profitables, sans se soucier des êtres humains.

On entend souvent des ouvriers en lutte contre une fermeture de boite dire « mais pourquoi ferment-ils alors que l'usine fait des profits ? ». Mais du point de vue des patrons, la question n'est pas « est-ce que la boîte fait des profits » (et encore moins « est-ce que les ouvriers peuvent vivre ? »), mais « est-ce que je ne ferais pas encore plus de profits en investissant ailleurs ? ».



En finir avec le capitalisme ne signifie pas seulement niveler les fortunes, rétablir l'égalité entre les êtres humains, mais aussi en finir avec tout ce qu'ils nous imposent comme galères quotidiennes, réinventer la société autrement, mettre le bonheur humain comme critère principal. C'est ça, le communisme véritable.

■ Nicolas Dessaux

Halte à la régression sociale

Si 2013 aura été une année de régression sociale sans précédent pour la classe ouvrière, 2014 s'inscrit sur le même schéma. Après décembre et sa surconsommation irrationnelle voici la douche froide de janvier et ses traditionnelles augmentations. Depuis le 1er janvier la TVA est à 20% (10% pour l'hôtellerie, la restauration, le transport...) ; cet impôt injuste frappe plus cruellement les couches populaires. Le vieil adage se vérifie: tout augmente sauf les salaires !

L'INSEE évalue l'inflation à 0,7%, le SMIC a été augmenté de 1,1% le RSA de 1,3% ce qui le porte à 499€ / mois pour une personne seule et 749€ avec un enfant, une honte ! Les politiciens de la république bourgeoise sous couvert de pseudo statistiques ou expertises économiques falsifiées provoquent la paupérisation croissante de la population.

Pendant que la majorité se serre la ceinture, une minorité profite du système : au "TOP 10" des rémunérations annuelles des patrons Français on obtient la moyenne de 3,3 millions d'euros soit 192 SMIC !

Quand au gouvernement bourgeois (de gauche comme de droite), il continue de saupoudrer diverses "aides" extorquées aux travailleurs par des prélèvements abjects (comme l'imposition sur le revenu des cotisations mutuelle employeur) et parle sans complexe de "coût du travail" et de "charges sociales". Cette république n'appartient pas au peuple elle est à la botte de la bourgeoisie et ne sert que ses intérêts.

Le mécontentement augmente. De nombreux mouvements sociaux organisés par la base des syndicats se sont déroulés dans les entreprises, mais les médias manipulent l'opinion et ne relaient que très rarement ces événements. Seuls les mouvements organisés par la petite bourgeoisie (comme les bonnets rouges) trouvent écho ; la presse boycotte les mouvements ouvriers : elle reste fidèle à son camp.

Pourtant l'ensemble des travailleurs unis représente une force considérable capable de renverser ce système. Le nationalisme, le racisme, l'individualisme, le sexisme nous divisent et nous devons les balayer pour refonder une nouvelle société juste, fraternelle et pacifique.

Toutes les luttes engagées dans ce sens sont des étapes vers la victoire.

■ Jean-Yves Zoltar

Pour soutenir l'Initiative Communiste-Ouvrière :
Virement sur le compte "Un Monde Meilleur", Crédit Mutuel Europe, Coordonnées Bancaires : Banque : 15629 Guichet : 02715 Compte : 00042945701 Clef : 57

Par chèque adressé à "Un Monde Meilleur", c/o Nicolas Dessaux, Appt 2143, 43 rue du Maréchal Lyautey, 59370 Mons-en-Baoeul

2014, quittons nos fourneaux, nos bureaux, nos marmots :

Toutes dans la rue !

En 2013, nous avons encore dû travailler près de 80 jours de plus pour gagner autant que nos conjoints, concubins, maris, amants, frères ou voisins.... sans compter les heures de bénévolat passées en doubles ou triples journées chez nous en rentrant le soir. **Ça suffit !**

A travail égal, salaire égal !

Au début de l'année 2013, un léger espoir pour que les choses changent s'était immiscé en deux lignes dans la presse. Entre la visite chinoise du Président de la République et les déboires financiers de son prédécesseur ou de ses acolytes, on a appris que le gouvernement fraîchement élu allait s'occuper fermement de l'égalité salariale des femmes, en sanctionnant les entreprises qui n'appliquent pas la logique du "à poste égal, salaire égal" *(décret de décembre 2012, prévoyant des pénalités allant jusqu'à 1% de la masse salariale, dans les six mois suivant le coup de klaxon)*.

Les premières sanctions sont en effet tombées mais elles sont restées marginales. 500 mises en demeure ont été réalisées à l'encontre d'entreprises n'appliquant pas l'égalité salariale contre seulement cinq réellement sanctionnées, représentant des pénalités de plusieurs milliers d'euros à payer chaque mois, jusqu'à ce qu'elles se mettent en conformité avec la loi". On imagine très bien que ces pénalités ne serviront pas à augmenter les salaires des femmes et resteront dans les poches de l'Etat. Ni les ouvrières, ni les travailleuses, ni les chômeuses, ni les ménagères, ni les mères de familles ne verront la couleur d'un seul Euro.

Par contre, dans le secteur privé notamment, l'écart de revenu salarial entre hommes et femmes en France a atteint 27 %. Ces chiffres sont effrayants. Il faudrait donc que le patronat dégage une grosse somme d'argent pour compenser cette différence de salaires. Ce qui est loin d'être gagné ! Qui peut croire que les patrons, d'un coup de baguette magique, aligneront du jour au lendemain les salaires des femmes sur celui de leurs collègues masculins ? Le système capitaliste nous a toujours bercé d'illusions et montré le contraire. Il n'a aucun intérêt à nous faire des cadeaux.

Nous devons donc nous employer nous mêmes à faire sauter définitivement cette inégalité. Tant que l'argent restera la seule monnaie d'échange, nous devrons défendre notre part, au même niveau que celle des hommes. Les effets d'annonces du gouvernement "socialiste" n'engagent que lui-même. Il a fallu chasser Sarkozy. Cela a été fait. Le visage a changé, mais pas la politique. Faut pas rêver.

Pour revendiquer notre égalité, notre droit à un salaire égal, pas de meilleure tribune que la rue !

Les constats que nous avons posé en 2012 avant l'élection présidentielle sont hélas toujours d'actualité et risquent de le demeurer longtemps si le gouvernement persiste à mener une politique d'austérité dont l'ANI (Accord National Interprofessionnel) en est le digne représentant. Cet Accord est un pur saccage des droits du travail et renforce encore davantage notre précarité professionnelle et donc, notre inégalité :

Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à occuper des emplois en contrat précaires :

- **à durée déterminée** (la part des femmes en CDD dans l'emploi total est de 9,4 % contre 5,5 % pour les hommes).
- **à temps partiel** (81,5 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes ; 30 % des femmes qui ont un emploi travaillent à temps partiel,contre 6 % des hommes).
- **peu ou pas qualifiés** (62 % des emplois dits non qualifiés sont occupés par des femmes),
- **à bas salaires** (75 % des salariés à bas salaires sont des femmes -2011, 1055 € net/mois sur la base d'un SMIC de 1074 eu pour 35h hebdo- : plus d'1 femme salariée sur 4 perçoit un bas salaire, contre à peine 1 homme sur 10 ; si l'on considère les très bas salaires, ce sont 17 % des femmes qui sont concernées contre 4 % des hommes).

Le taux de chômage est aussi plus élevé (supérieur de 2 points de pourcentage à celui des hommes).

Les femmes perçoivent en moyenne une **pension de retraite** inférieure d'environ 40 % à celle des hommes, sachant que la moitié d'entre elles reçoit une pension de moins de 900 euros par mois.

Alors quand une femme est licenciée, avec toute la difficulté du monde qu'elle aura par la suite pour retrouver un emploi décent, c'est tout le prolétariat qu'on achève. C'est la classe ouvrière dans son ensemble qu'on fait saigner et qui doit se mobiliser pour qu'aucun d'entre nous ne soit jeté dans la misère.

Allons-nous accepter encore longtemps que notre force de travail ait moins de valeur, moins d'importance, moins de crédit que celle d'un homme ?

Allons-nous encore et toujours accepter la fatalité ? Refusons de travailler pour une bouchée de pain !

Soyons nombreuses et nombreux en 2014 à manifester pour dire : Non à l'injustice sociale. Non à l'injustice salariale dont nous sommes victimes depuis trop longtemps.

Oublions nos casseroles, refusons de nous taire, ne restons plus enfermée dans nos foyers pour revendiquer nos droits une fois pour toutes.

Car c'est à nous seules d'arracher notre égalité, notre émancipation et donc, notre liberté !

■ **Sophie Boiszeau**

De Caen à Grenoble : Flics contre travailleurs en lutte

Les travailleurs de l'EPSM (Etablissement public de santé mentale) de Caen sont en lutte contre un plan de "redressement" qui vise à supprimer des postes, des lits et des jours de congés au personnel. Le 19 décembre, alors que 80 salariés en grève bloquaient les portes de l'établissement pour défendre leurs revendications, le directeur et l'ARS ont fait intervenir les flics qui ont chargé et repoussé le personnel. En trois siècles, c'est la première fois que les flics sont intervenus au sein de cet hôpital contre les travailleurs.

A Grenoble, c'est contre les pompiers que sont intervenus les CRS. Les pompiers de l'Isère sont en lutte contre l'allongement de leur temps de travail. Le 27 décembre, alors qu'ils manifestaient devant la préfecture, les CRS ont répondu par des tirs de flash ball et de gaz lacrymogène. Quentin, jeune pompier de 31 ans, a été gravement blessé et a perdu un œil suite aux violences policières.

Voilà le visage de l'Etat bourgeois, géré par la droite ou la gauche : des politiques d'austérité qui dégradent à la fois les conditions de travail des salariés et les services utiles à la population, des sourires et des aides pour les patrons voyous, et la violence des flics lorsque les travailleurs défendent leurs droits !

■ **Correspondants ICO**

Solidarité Ouvrière : Blog de l'Initiative Communiste-Ouvrière
http://communismeouvrier.wordpress.com/

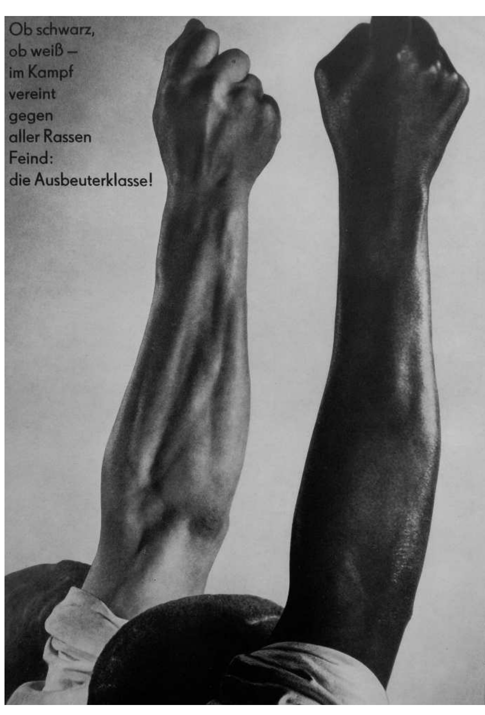
La Valls des racistes et des hypocrites

En déclarant étudier des voies juridiques pour interdire les réunions publiques de Dieudonné, Valls a finalement offert un joli cadeau de Noël au tribun antisémite. Ainsi, pendant des jours, le ministère de l'intérieur a finalement contribué à lui faire de la publicité. Celui, pour qui l'antisémitisme est aussi un marché juteux, avec des revenus estimés à cent mille euros par mois, n'a jamais autant fait parler de lui. Très vite, le FN, par la voix de son vice-président Florian Philippot, s'est empressé d'apporter son soutien au professionnel de l'antisémitisme. Il serait presque risible de voir l'extrême-droite, celle qui veut interdire toute expression libre des syndicats, des associations de sans-papiers, des films ou des pièces de théâtre jugés blasphématoires, etc., se mettre à parler de défense de la liberté d'expression !

Les propos de Dieudonné sont à vomir, et ce n'est pas nouveau. Depuis des années déjà, l'ancien bouffon est devenu un propagandiste de la haine raciste, copinant avec tout le milieu néo-nazi et néo-fasciste qui existe en France, du millionnaire Le Pen au présentateur télé raté Soral, en passant par le négationniste Faurisson ou le néo-fasciste Serge Ayoub. Au delà des frontières, on le retrouve accueilli par Amadinejad à Téhéran, pays où, faut-il le rappeler, les opposants sont torturés, enfermés et exécutés, sans que cela n'émeuve le moins du monde les nouveaux défenseurs de la « liberté d'expression ».

En politique, les mots ont toujours pour but de se transformer en actes. Lorsque l'on appelle à la haine, à la discrimination ou même au génocide contre une partie de l'humanité sous prétexte de ses origines, de sa couleur de peau ou de sa nationalité, ce n'est pas de la simple provocation verbale, c'est pour que ces appels se transforment en réalité. Et force est de constater que dans cette France de 2013, on est déjà passé des discours aux violences racistes. C'est quasiment tous les jours que l'on apprend une nouvelle agression raciste, la profanation d'une mosquée, d'une synagogue, ou d'un cimetière juif ou musulman, et on a même pu assister à des scènes dignes des pogroms à l'encontre des campements rroms.

Il va de soi qu'aucun communiste, qu'aucune personne ayant un minimum de sentiments humains, ne peut apporter le moindre soutien à ceux qui propagent la haine raciste, que cette haine soit dirigée contre les Juifs, les Arabes, les Rroms, les Noirs ou toute autre partie de l'humanité. Le racisme, quel qu'il soit, est abject et porte en lui les pires crimes contre l'humanité. Et rappelons qu'en appelant à la haine, les racistes ont toujours été les meilleurs défenseurs de l'ordre capitaliste.



Mais il va de soi aussi que les communistes ne peuvent apporter aucun soutien à Valls. Car l'ignominie des propos antisémites de Dieudonné ne peuvent en aucun cas nous faire oublier celle de la politique de Valls à l'encontre des sans-papiers et des Rroms. D'ailleurs, dans une sorte d'union sacrée, Valls a reçu le soutien, non seulement de Hollande, mais aussi de l'UMP, dont Christian Estrosi, maire de Nice connu pour ses déclarations racistes en particulier à l'encontre des gens du voyage. Les discours puants de Dieudonné ne sont malheureusement pas isolés, mais sont prononcés dans un contexte où le racisme s'est généralisé et banalisé, où, depuis les plus hauts sommets de l'Etat, on s'en prend aux étrangers, on valorise « l'identité nationale » et où, comme Valls, on peut déclarer que les Rroms auraient «vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie». Cet été, d'ailleurs, Gilles Bourdouleix, maire UDI, est allé jusqu'à dire, en parlant des Rroms et des gens du voyage, que « Hitler n'en a peut-être pas tué assez », propos quasiment identiques à ceux de Dieudonné lorsqu'il parle des Juifs.

L'antisémitisme et l'antitziganisme ont d'ailleurs bien des points communs. Juifs et Tziganes ont subi, depuis le Moyen-Age, les discriminations et les expulsions à travers toute l'Europe, jusqu'au génocide commis par les nazis et leurs alliés, à Buchenwald, Auschwitz, Jasenovac, en Transnistrie et ailleurs. En Europe, à chaque vague de nationalisme et de racisme, à chaque fois que l'on commence à s'en prendre aux « immigrés » (qui sont parfois des petits-enfants ou même arrière petits-enfants d'immigrés), à chaque fois que l'on se lance dans une division entre «nationaux» et « non-nationaux », le Juif comme le Rrom, même si leur famille est installée depuis des siècles dans le même village, risquent d'être désignés comme « étranger ». La lutte contre le racisme ne se divise pas. A chaque fois que l'on tolère les appels à la haine raciste contre un groupe d'êtres humains, c'est l'ensemble de l'humanité qui est touchée.

Que nous disions « mein Schatz » ou «Habibi» à ceux qui nous sont chers, que nous chantions des berceuses en chinois, en yiddish ou en peul à nos enfants, que nos ancêtres soient enterrés dans les montagnes d'Anatolie ou les plaines de Pologne, nous subissons les mêmes conditions de travail, les mêmes bas salaires et les mêmes politiques anti-sociales. Le chauvinisme, le nationalisme et le racisme ont toujours été des poisons mortels pour le monde du travail, divisant ses rangs alors qu'il est de plus en plus indispensable d'être unis pour faire face aux attaques du patronat et du gouvernement, et cherchant à nous faire croire que nous aurions quelque chose en commun avec ceux qui nous exploitent.

Dans le contexte actuel de racisme qui prospère sur fond de crise économique, il est plus que temps de nous mobiliser tant contre les démagogues d'extrême-droite, qu'il s'agisse des Le Pen, Dieudonné et autres néo-fascistes, que contre le racisme d'État.

■ **Camille Boudjak**

La « justice » s'acharne sur les cinq de Roanne

Le procureur général de la cour d'appel de Lyon vient de faire appel de la décision du tribunal de Roanne, qui avait relaxé les cinq syndicalistes. Ces militants étaient jugés pour refus de prélèvement d'ADN, suite à leur condamnation pour des slogans peints sur les murs, à l'occasion du mouvement social de l'automne 2010. Rappelons qu'au mois de mai 2013, la police était venu les arrêter à leur domicile, à la première heure. Harceler, ficher et pister les militants pour des raisons futiles, voilà leur obsession sécuritaire et anti-ouvrière. C'est un véritable acharnement contre ces militants, qu'il faudra défendre encore et encore contre la répression. L'Initiative Communiste-Ouvrière soutient les cinq de Roanne, appelle à participer aux actions en leur faveur et dénonce toutes les mesures répressives contre les militants syndicaux.

De Marikana à Phnom Penh :

A bas la sanglante dictature de la bourgeoisie !

Depuis le mois de novembre, les ouvrières et ouvriers du textile du Cambodge luttent pour arracher une augmentation de salaires. Travaillant 12 h par jour, 6 jours sur 7, les ouvriers du textile touchent un salaire minimum de 80 dollars mensuels, insuffisant pour vivre et on estime que 33% des travailleurs cambodgiens sont sous-alimentés. Comme au Bangladesh et dans bien d'autres pays asiatiques, cette exploitation permet des profits colossaux, non seulement pour les patrons locaux, mais aussi pour les actionnaires des grands groupes comme Wal-Mart, Gap, H&M et autres multinationales. Les ouvriers revendiquent un salaire minimum de 160 dollars par mois.

En novembre déjà, les ouvriers du textile avaient manifesté dans les rues de la capitale Phnom Penh. Et déjà, la bourgeoisie avait répondu par la violences et la répression. Le 12 novembre, une vendeuse de rue a été tuée par une balle policière lors d'une manifestation d'ouvriers du textile.

Fin décembre, la contestation des ouvriers a repris avec une nouvelle intensité. Ainsi, selon les syndicats du textile, 300.000 ouvriers en grève ont manifesté le 26 décembre devant les usines ou au centre Phnom Penh. Face à la contestation ouvrière, le gouvernement a envoyé l'armée le 2 janvier pour réprimer une manifestation ouvrière. Le lendemain, 3 janvier, la police a ouvert le feu sur les travailleuses et les travailleurs en grève : on compte au moins sept morts et une cinquantaine de blessés. Selon la Ligue cambodgienne de Défense des Droits de l'Homme, il s'agit des “plus graves violences commises contre des civils depuis 15 ans au Cambodge”.

De Marikana en Afrique du Sud, où la police avait tiré sur les mineurs en grève, aux rues de Phnom Penh, c'est la même répression sanglante de la bourgeoisie contre les ouvriers en lutte. Partout dans le monde, c'est la dictature d'une même classe, la bourgeoisie, qui s'exerce dans toute sa violence. Violence quotidienne de l'exploitation capitaliste et de la misère d'abord, violence des armes, de la terreur policière et de la répression ensuite lorsque la classe ouvrière relève la tête et se bat pour une vie meilleure.

Partout dans le monde, il est plus que temps de balayer cette odieuse dictature, de renverser la bourgeoisie et son État.

■ **Initiative Communiste-Ouvrière**

Plast Moulding condamné pour licenciements abusifs

En août 2012, deux ouvriers de l'usine Plast Moulding (usine plasturgique de sous-traitance automobile) de Besançon avaient été licenciés pour avoir fumé une cigarette dans la zone magasin, zone située à l'extérieur des locaux mais dans l'enceinte de l'entreprise.

Soutenus par la CGT, les deux ouvriers ont saisi les prud'hommes. Constatant l'absence de règlement intérieur dans l'usine, ainsi que de panneaux d'interdiction de fumer dans la zone magasin, et sur la base de plusieurs attestations de salariés de l'usine, les prud'hommes ont condamné le 12 décembre 2013 l'entreprise Plast Moulding pour licenciement abusif. En plus des frais de justice, le patron doit donc payer à chacun des deux travailleurs :

1) Six mois de salaire pour licenciement sans cause réelle et sérieuse.

2) L'indemnité légale de licenciement (1/5 du salaire brut mensuel par année d'ancienneté).

3) Deux mois de salaire d'indemnité de préavis ainsi que les congés payés sur la durée du préavis.

4) Les salaires pour la période de mise à pied conservatoire ainsi que les congés payés sur cette période.

Le tribunal des prud'hommes a en outre condamné le patron à rembourser à Pôle Emploi le montant de l'indemnité chômage à hauteur de 6 mois pour ces deux ouvriers.

En plus, un des ouvriers ayant été victime du principe "un quart d'heure retiré pour une minute de retard", le patron doit lui payer l'intégralité des heures et minutes effectuées et non payées.

Ce jugement montre que les travailleurs ont des droits et peuvent les faire respecter ! Au delà de la question financière, c'est une victoire de la dignité ouvrière face à la toute puissance patronale.

■ **Correspondant ICO**

Bientôt le retour aux avortements clandestins en Espagne ?

Avec la proposition de loi contre l'avortement du gouvernement Rajoy (conservateur), le droit de femmes se prend une grande claque en Espagne. Il s'agit ni plus ni moins de transformer un droit en « délit régulé » : la pratique de l'IVG serait passible d'une peine d'emprisonnement pour les médecins. Si le texte est adopté par le parlement, où le parti populaire au pouvoir détient la majorité absolue, la grossesse ne pourra être interrompue volontairement que dans deux cas : s'il y a eu viol, ayant fait l'objet d'une plainte (cette démarche supplémentaire n'ayant rien d'évident), et si la santé physique ou psychique de la mère est menacée « de manière durable ou permanente ». Ce risque devra être certifié par deux médecins différents, étrangers à l'établissement où serait pratiquée l'IVG (il faudrait sans doute aussi demander l'avis du pape, pour plus de sûreté).

Le fait que le fœtus soit atteint d'une malformation grave ne sera plus un motif d'avortement. Et les mineures de 16 et 17 ans devront avoir obligatoirement l'autorisation de leurs parents pour interrompre une grossesse non voulue.

En renouant avec des pratiques déniant la liberté de choix, c'est le mépris des droits humains fondamentaux des femmes et des couples à décider de leur vie que le gouvernement espagnol vient de signer. Le combat pour le droit à l'avortement est celui de celles et ceux qui veulent l'égalité entre les femmes et les hommes.

La démarche du gouvernement espagnol s'inscrit un mouvement européen réactionnaire, qui considère les femmes comme des sous citoyennes incapables de décider par elles-mêmes. N'oublions pas non plus que, si la lutte contre le droit des femmes à disposer de leur corps n'a pas de relais officiels dans le gouvernement français, les restrictions à ce droit peuvent être plus subtiles : suppression de services d'IVG dans les hôpitaux, promotion de la « liberté de conscience » pour les médecins, éducation à la sexualité peu développée, accès limité à la contraception pour les mineurs...

■ **Pauline Vernon**

